

DISCOURS DE M. PIERRE MAUROY
DEVANT LE CONGRES DE LA F.E.N.
(Lille, 4 février 1985)

Monsieur le secrétaire Général,
Mesdames, Messieurs,
Mes chers amis,

Permettez au maire de Lille de vous remercier d'avoir choisi la capitale des Flandres pour tenir vos assises. J'espère que le palais des congrès vous offre un cadre de travail à la mesure de votre attente et que vous nous permettrez ainsi d'élargir ses possibilités d'utilisation.

Je tiens à vous dire, quant à moi, combien je suis heureux de vous accueillir dans ma mairie. J'accueille, vous le savez bien, non seulement d'anciens collègues, mais aussi des amis.

Toutefois, notre rencontre se situe pour moi dans une période un peu particulière. Je m'impose, conformément aux traditions républicaines, quelques mois de discréetion. Si je romps aujourd'hui ce silence, si je suis heureux de faire pour vous une exception, cela ne signifie pas pour autant mon retour dans le débat national. Ce retour - rassurez-vous - aura lieu, vers le mois d'avril.

Croyez que j'ai une forte envie de m'exprimer. Soyez sûrs que bien des messages me brûlent les lèvres.

Mais aujourd'hui, devant vous, je ne prononcerai pas un discours de rentrée. Je vous exprimerai simplement ma solidarité et mon amitié.

Je suis ravi de voir que votre secrétaire général, mon ami Jacques POMMATAU, a retrouvé santé et dynamisme. Je suis persuadé que la rude période qu'il a connue cet été n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Mais nous savons tous qu'indépendamment des préoccupations de santé, cette période a été rude pour chacune et chacun d'entre nous. Et en décembre dernier la FEN a dû faire face lors des élections professionnelles, à un dur assaut qui s'inscrivait dans la logique des évènements du printemps et de l'été.

Je me réjouis, pour ma part, de la bonne résistance que vous avez su opposer à cet assaut. J'y vois le signe que les valeurs qui nous rassemblent demeurent profondément ancrées chez un grand nombre d'enseignants.

Les réflexes égoïstes, la tentation du repli sur soi, le retour des idéologies anti-égalitaires, bref la réaction conservatrice nous la sentons monter au fur et à mesure que la crise dure. L'évolution de la politique reaganienne en offre une saisissante illustration.

Permettez-moi de sourire en rappelant les propos de tous ceux qui, en 1981, accusaient la gauche de se complaire dans l'idéologie et de s'accrocher à des idées du siècle passé !

Mais que font-ils donc ceux qui, aujourd'hui prônent le libéralisme ? Le libéralisme ne serait donc pas une idéologie ? Et une idéologie ô combien ancienne !

La gauche se doit de dénoncer de tels artifices. Elle doit continuer de se battre pour défendre les valeurs qui justifient son action. Des valeurs de justice et de solidarité, des valeurs de progrès et de paix.

Le débat de cet été mérite toutefois que nous réfléchissions sur la perception de l'école publique dans la société française d'aujourd'hui. Je partage quant à moi le jugement de votre secrétaire général tel qu'il l'a exprimé il y a un mois dans "Le Monde". Le débat ne pourra être réouvert qu'avec une école publique largement rénovée et améliorée.

C'est d'ailleurs à cette tâche que le gouvernement d'union de la gauche s'était attaché dès 1981.

Je ne sous-estime pas pour autant les obstacles qui se sont dressés sur notre route.

C'est vrai qu'il se manifeste aujourd'hui en France une poussée réactionnaire. Je dis bien réactionnaire et pas simplement conservatrice car nous assistons à des faits, nous entendons des propos qui révèlent, dans une partie de l'opposition, une forme d'aveuglement, une passion, dont l'excès même peut constituer une menace pour le pays.

Qui de nous n'a entendu sans frémir les propos sur l'immigration d'un ancien ministre de l'intérieur de réputation plutôt modérée ? Le voilà parvenu au point où il prétend distinguer à l'odeur entre les étrangers qui résident sur notre sol ! Les enseignants que vous êtes ne peuvent que frémir en prenant connaissance de telles aberrations !

Et voici qu'à présent des élus ~~-ceux de Versailles-~~ à la demande d'associations aussitôt démenties par leurs autorités, ont tenté vainement de faire interdire un film de Jean-Luc GODARD ! Au nom de l'ordre moral -sans doute ! Demanderont-ils, au nom de cet ordre moral, que soient voilées les peintures de la chapelle sixtine ?

je suis pour

Ce climat de passion et d'intolérance qu'une partie de l'opposition s'applique à faire régner en France, nous en avons eu une illustration avec le débat sur le projet de loi sur l'enseignement privé.

Ce dossier a été délibérément présenté au public sous le signe de la passion, c'est-à-dire sous le signe de l'aveuglement. Oui, je n'hésite pas à dire que l'opinion a été égarée par ceux qui refusaient toute évolution, par ceux qui croyaient à l'atteinte aux libertés alors même que parfois, ils ignorent délibérément les aspirations des personnels des établissements privés !

La démarche de l'évêque d'Evreux qui, le mois dernier, a signé avec nombre d'entre vous, avec les dirigeants du comité national d'action laïque, un "appel pour les libertés" n'en est que plus courageuse. Dans ce texte sont dénoncées les "pressions, sanctions, mutations arbitraires" et plus généralement les "interdictions d'expression" dont sont trop souvent victimes les personnels de l'enseignement privé.

C'est aussi à cette situation que nous entendions mettre un terme en assurant non seulement la liberté de l'enseignement, non seulement la liberté des communes, mais aussi la liberté des personnels !

Comme Premier ministre, en traitant ce dossier délicat, j'ai toujours agi en conscience. Vous le savez, j'ai toujours milité pour la recherche d'un compromis. Et, comme chef du gouvernement, je n'ai, du premier au dernier jour, recherché que ce point d'équilibre, acceptable par tous.

Permettez moi, à ce sujet, de rendre hommage non seulement à la patience et à la diplomatie dont a su faire montre Alain SAVARY, mais aussi à son honnêteté et à sa profonde loyauté. Loyauté à l'égard des engagements qui étaient les nôtres, mais loyauté aussi à l'égard de tous les partenaires et de l'ensemble des enfants et des familles de France.

Notre problème n'était pas de donner satisfaction aux uns ou aux autres, mais de parvenir à un point d'équilibre permettant de clore un dossier par certains aspects dépassé.

Cette démarche, vous l'aviez comprise et vous aviez accepté des concessions significatives pour lui permettre d'aboutir.

D'autres aussi avaient compris notre démarche. Je regrette que leur voix n'ait pas été entendue. Je regrette qu'ils n'aient pu faire triompher leur point de vue qui était celui de la sagesse.

Nous aurions pu, alors, donner à nos enfants mieux que le triomphe d'un idéal, mieux que le succès d'un camp sur un autre, mieux même qu'une victoire pour le pays, une victoire de nos consciences ! Nous aurions instauré la paix !

Toutes ces questions demeurent posées. Il conviendra un jour d'y répondre. Ce jour n'est pas venu, mais je continue de penser que nous avions l'occasion, par une démarche tolérante et ouverte, d'offrir aux établissements d'enseignement la possibilité de se connaître et de travailler ensemble dans un cadre commun qui aurait seul favorisé les évolutions réciproques.

Car ce qui est aujourd'hui le plus important pour la société française, pour des millions de jeunes, c'est de leur offrir un enseignement rénové, un enseignement adapté aux contraintes de la nouvelle révolution industrielle.

Je veux saluer devant vous les efforts du ministre de l'éducation nationale, Jean-Pierre CHEVENEMENT. Tout le monde doit souscrire à ses appels au travail. Qui mieux que les enseignants pourrait en effet comprendre le sens de cet appel ?

Les enseignants n'ont jamais été dupes. Ils savent que chaque enfant, que chaque gosse doit, à partir de sa naissance, refaire en peu de temps l'ensemble du chemin parcouru par l'humanité.

Qui mieux que des femmes et des hommes de gauche peut comprendre l'effort que nécessite toute promotion sociale, toute action visant à compenser les inégalités sociales ? Car la gauche est aussi d'abord porteuse du message des laissés pour compte de nos sociétés. Et ce message est un message d'espoir.

L'effort est donc indispensable. Mais il ne s'agit pas, pour autant, de proposer un retour à l'école de Jules FERRY ! D'ailleurs, avec un tel projet, les choses se passeraient autrement en matière de laïcité ...

Non, l'école dont nous avons besoin, dont les fils et les filles de France ont besoin, ce n'est pas plus exactement l'école de Jules FERRY. Les idées nouvelles, les recherches pédagogiques, la conscience même de l'école libératrice ont toujours été portés par la gauche. Souvenez-vous du Front populaire, de Jean ZAY et de Léo LAGRANGE ! deux intellectuels, deux intellectuels

deux intellectuels

Au delà des erreurs ou des excès de certaines recherches, je veux saluer tous ceux qui, à travers la rénovation de l'école veulent donner son véritable visage à la liberté et à la responsabilité

La férule ne peut plus être le symbole de l'école d'aujourd'hui.

L'uniformité ne peut plus être le symbole de l'école d'aujourd'hui.

La rénovation pédagogique ouvre la voie à une véritable démocratisation. C'est cela, par exemple, la logique du rapport Legrand et de la rénovation des collèges. Seule une pédagogie différenciée et adaptée aux niveaux des jeunes permettra d'en finir avec les classes-dépotoirs, avec un certain fonctionnement de notre système éducatif qui se traduit, en définitive, par une forme d'exclusion sociale.

C'est celà le tutorat, c'est-à-dire une aide et un soutien individualisé aux élèves. De même que la rénovation pédagogique exige une authentique concertation entre les enseignants et la mise en place de véritables équipes pédagogiques.

Seule en effet, une école différenciée permet de répondre aux besoins des élèves et d'aller vers plus de justice et donc plus d'égalité.

La démarche que nous avons proposée à travers la rénovation des collèges est une démarche de liberté fondée sur l'appel à la responsabilité des élèves.

Tel est le sens profond de l'action engagée par les gouvernements d'union de la gauche que j'ai eu l'honneur de diriger.



Quand j'entends Valéry GISCARD D'ESTAING réclamer qu'on lui restitue l'héritage, je me dis : quel aplomb ! Car, en 1981, si la situation était sombre dans un domaine, c'était bien dans celui de l'éducation. Le bilan c'était le découragement de nombreux enseignants et le délabrement des établissements, en particulier dans le technique.

Et c'est sans doute en raison de ce déclin qu'une partie du pays s'est mis à douter de l'école publique et que certaines forces nous ont fait défaut.

En dépit de nos efforts, trop nombreux demeurent les jeunes en situation d'échec scolaire. Ils sont, aujourd'hui, les premières victimes du chômage.

En matière d'éducation, plus encore que dans d'autres domaines, l'arrivée de la gauche au pouvoir a fait naître des attentes et de grandes espérances. Or vous savez qu'il s'agit d'un sujet où les modifications sont nécessairement lentes et progressives. Les mesures prises ne produisent leurs effets qu'à moyen terme.

De plus, avant de pouvoir procéder à des améliorations, il nous fallait rattraper les retards accumulés, donner un coup d'arrêt à la dégradation des enseignements et assurer la continuité d'un service public qui, dans certains cas, était compromis dans son existence même.

Toute notre action a donc tendu à la rénovation du service public d'enseignement. Ce n'est pas le lieu de détailler le bilan des trois ans, mais permettez moi de mentionner rapidement :

- Le lancement de la rénovation des collèges, que je viens d'évoquer.
- la création des zones d'éducation prioritaires;
- la revalorisation de la carrière des instituteurs et leur formation ;
- la décentralisation amorcée;
- la réforme des contenus des enseignements à travers, par exemple, le collège de philosophie, le développement des enseignements artistiques, l'initiation à la technologie, l'informatique, les langues et cultures régionales sans parler du renouveau de l'éducation civique. Et je n'oublie pas le colloque sur l'histoire auquel j'ai participé à Montpellier, car la suppression de l'histoire par la droite libérale correspondait bien à un projet politique : celui de gommer la mémoire d'un peuple, celui de dissoudre des forces sociales agissantes dans une société passive de consommation.
- enfin, pour ce qui est de l'enseignement supérieur, l'abrogation de la loi Sauvage et la mise en oeuvre des nouveaux dispositifs de la loi du 26 janvier 1984 en dépit des résistances.

Cette rapide énumération n'a qu'un objectif: montrer que l'avenir de notre système d'éducation passe par sa rénovation et donc par le changement et la réforme.

S'il est un domaine où le conservatisme est dangereux, c'est bien celui de l'école. Le problème n'est pas de cultiver le mythe d'un passé idéalisé, il est de doter les jeunes d'aujourd'hui d'une formation de base suffisante pour affronter ensuite l'évolution continue des modes de production en n'oubliant pas l'essentiel : leur propre épanouissement.

Personne ne comprendrait que les progrès de la technologie, que le développement de l'informatique par exemple n'aient pas une traduction au niveau de la formation des enfants et des adolescents. Je veux, à cet égard, saluer l'effort exceptionnel qui est accompli dans cette région du Nord-Pas de Calais.

Cette année, pour l'équipement informatique des établissements scolaires, mais aussi du mouvement associatif, l'Etat mobilise 12 millions de francs, la Région 11 millions et les 2 Conseils Généraux 5 millions, c'est-à-dire, que près de 2000 micro-ordinateurs vont être installés. Fin 85, près de 50 % des collèges du département en seront dotés.

D'ailleurs dans l'apprentissage de ces technologies nouvelles, certaines connaissances qui pouvaient apparaître secondaires se révèlent utiles et parfois même indispensables. Par exemple, dès lors que le recours à l'ordinateur devient de pratique courante, plutôt que de laisser enfants et adultes pianoter à deux doigts sur les claviers, pourquoi ne pas généraliser l'enseignement de la dactylographie ?

Car le véritable échec de notre système d'éducation, c'est le trop grand nombre de jeunes qui le quittent sans véritable formation. L'une des réponses au chômage se trouve à ce niveau.

La lutte contre le chômage passe par une nouvelle organisation de la société et une nouvelle organisation de la formation.

Aucun jeune de moins de 18 ans ne devrait être chômeur. S'il ne trouve pas d'emploi, il devrait être en formation. Et d'ailleurs, dans bien des pays industrialisés la formation est déjà effective, en réalité, jusqu'à 21 ans.

Aucun jeune n'ayant jamais travaillé ne devrait être chômeur, il devrait être en formation. Et pas seulement dans des systèmes de formation complémentaire ou de ratrappage. Il faut aussi beaucoup plus d'élèves dans les lycées et d'étudiants dans les universités !

Je persiste à penser que c'est sur ce terrain de l'emploi que la gauche a le plus grave défi, à relever.

Oui, en matière économique la politique de rigueur est indispensable. Et je me réjouis de constater que les Français commencent à recueillir les fruits de leurs efforts mais, permettez-moi aussi d'ajouter, le fruit des décisions difficiles que j'ai prises en juin 1982 et en mars 1983.

L'assainissement économique ne peut pas être, toutefois, une fin en soi. Il doit nous permettre de dégager de nouveaux moyens pour relancer la lutte contre le chômage. Pendant plus de deux ans, ce chômage nous étions parvenus à le stabiliser. Nous avions mis en oeuvre un traitement social. Je continue de souhaiter qu'une action de même ordre soit à nouveau engagée avec la vigueur et la détermination qu'exige la situation.

Je vous le dis : haut les coeurs les enseignants !

Haut les coeurs pour l'avenir en n'oubliant pas que la mémoire est révolutionnaire.

Et notre mémoire, elle nous rappelle que sans l'école laïque, il n'y aurait pas eu de République. Sans cette école qui est une des caractéristiques originales de la société française, nous ne connaîtrions pas la forme de démocratie qui est aujourd'hui la nôtre.

Car depuis un siècle, l'école de la République est aussi l'école de la liberté.

Il vous revient de poursuivre et d'approfondir cette tâche. Car vous êtes toujours, et vous demeurerez, une avant-garde !

Nous devons, vous devez continuer à faire passer le changement dans l'éducation. Seul un service public rénové permettra à la jeunesse de France de conquérir l'avenir.

J'espère que tel sera le message de vos assises et à chacune et à chacun d'entre vous, je souhaite un bon congrès.
